

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

Le 24 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL ARDOISIERES DE DOURGNE

6 Allée des Soupirs
48000 MENDE

Références : n° 81-CARMIN-2022-47
Code AIOT : 0006802764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement SARL ARDOISIERES DE DOURGNE implanté Litmagé 81110 DOURGNE. L'inspection a été annoncée le 05/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ARDOISIERES DE DOURGNE
- Litmagé 81110 DOURGNE
- Code AIOT : 0006802764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une ardoisière autorisée par arrêté préfectoral du 27 décembre 2004. Elle fait l'objet de peu de volumes extraits ces dernières années. Elle n'était pas en activité le jour de l'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection de 2016
- Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 septembre 2014

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Signalisation danger	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article AP6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Signalisation danger	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article DG11	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 03/09/2014, article 1	/	Sans objet
4	récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 03/09/2014, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2014 est récolé. L'exploitant a procédé à la mise en conformité. Néanmoins, d'autres non-conformités subsistent notamment sur la délimitation et la signalisation du danger en chaque point d'accès à l'ardoisière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalisation danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article AP6
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté.
Constats : L'inspection constate en plusieurs endroits que le périmètre d'autorisation est délimité uniquement par des blocs rocheux. Il n'existe pas de panneaux signalisant la carrière en chaque point d'accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 2 : Signalisation danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article DG11
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspection des installations classées.
Constats : Certains accès ne sont pas clôturés (délimitation par des blocs et absence de délimitation physique côté Nord du site).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 3 : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/09/2014, article 1
Thème(s) : Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SARL Ardoisière de Dourgne est tenue de respecter les dispositions de l'article CE8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004, rappelées ci-dessous : Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenu à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée.
Constats : L'exploitant a procédé au re-talutage du front indûment exploité (partie Sud-Ouest).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/09/2014, article 2
Thème(s) : Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SARL Ardoisière de Dourgne est tenue de remettre en état les zones indûment exploitées au sud-ouest du site par un talutage des fronts avec des stériles d'ardoise qui seront recouverts de terre végétale.
Constats : La zone située au Sud-Ouest du site a été talutée avec des stériles et recouverte partiellement de terre végétale issue du site (peu présente sur place).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet